

sionnelle ne préparaient pas trop bien les finissants à accéder à un emploi ou à des cours de formation professionnelle.

Les modifications à la politique ont été mises en œuvre, sont échelonnées sur trois ans et comprennent les points suivants: Les CPFP ne doivent pas être donnés à un niveau inférieur à la 8^e année; les critères d'admissibilité de l'âge et le nombre d'années écoulées depuis le début de l'école doivent être resserrés; il faut relier davantage les CPFP à la formation professionnelle et mettre l'accent sur la préparation des stages de ce type de formation.

Je crois, monsieur l'Orateur, que c'est dans cette orientation que le gouvernement doit se lancer dans l'avenir.

[Traduction]

LE LOGEMENT—L'ADOPTION D'UN PROGRAMME DE PRÊTS
HYPOTHÉCAIRES À UN TAUX RAISONNABLE

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur l'Orateur, quand j'ai posé ma question au ministre chargé du logement et de la SCHL le 9 avril, j'ai signalé que 70 p. 100 des bûcherons de la côte de la Colombie-Britannique faisaient face à des mises à pied ou à des semaines de travail abrégées. Il ne fait aucun doute que cette baisse dans le niveau de l'emploi découle en partie du désir de l'industrie de mettre les syndicats dans un état d'esprit réceptif avant de négocier un nouveau contrat. De fait, le contrat du Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique pour la côte de la Colombie-Britannique a pris fin aujourd'hui. Par contre, on peut voir d'après les votes militants en faveur de la grève que les travailleurs du bois ne se sont pas laissés intimider. Ils ont l'intention d'obtenir un contrat avantageux.

En plus des tentatives des sociétés de saper l'attitude militante des syndiqués, certaines scieries sont loin d'avoir assez de commandes et l'industrie forestière de la Colombie-Britannique fait face à certains problèmes immédiats bien que son avenir semble prometteur. Certaines des méthodes utilisées par les sociétés forestières pour résoudre ces problèmes sont malheureuses. Par exemple, elles réduisent en pâte des billes qui devraient être débitées en bois d'œuvre. Un récent sondage indique que jusqu'à 40 p. 100 et parfois davantage des billes sur les estacades flottantes destinées aux usines de pâtes et de papier auraient dû être acheminées vers une scierie. Dans certains cas, on a exporté des billes entières pour qu'elles soient débitées dans d'autres pays ou encore des billes à peine dégrossies. Pourtant, l'industrie risque de manquer de billes d'ici peu.

L'industrie a traditionnellement exporté jusqu'à 70 p. 100 de la production de bois de la Colombie-Britannique. Nous ne devrions pas attendre qu'une augmentation de la demande sur les marchés d'exportation résolve les problèmes de cette industrie. Nous devrions au contraire favoriser l'expansion d'industries canadiennes capables de résoudre ces problèmes et l'industrie la plus importante à cet égard est le bâtiment.

● (2225)

A l'heure actuelle, la plupart des Canadiens ne peuvent plus se permettre d'acheter une maison à cause des taux d'intérêt exorbitants. C'est l'inverse qui se produit. Bien des Canadiens qui possèdent une maison et paient leur hypothèque depuis un certain nombre d'années sont forcés de la vendre au moment où ils doivent renouveler leur hypothèque à des taux d'intérêt meurtriers. D'après les statistiques, 11 p. 100 des Canadiens

L'ajournement

doivent consacrer actuellement plus de la moitié de leur revenu au logement, ce qui est effrayant. Par ailleurs, il y a très peu de logis, surtout de logis pour économiquement faibles. Les gens sont forcés d'emménager dans des logis qui auraient été considérés comme insalubres il y a dix ans.

Les logements pour les Indiens constituent une belle preuve de notre échec dans ce domaine. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a annoncé qu'il mettrait de l'argent à la disposition des bandes d'Indiens, mais il vient de préciser dans une directive adressées à celles-ci que la bande devait garantir que toutes les maisons mises en chantier seraient terminées. Le gouvernement n'a toutefois pas instauré de programme de main-d'œuvre et ses subventions sont nettement insuffisantes. Pourtant il ne sera pas libéré de fonds tant que les bandes ne donneront pas une garantie quelconque que les logements mis en chantier seront terminés. Le gouvernement rejette sur les bandes indiennes les problèmes qu'il a laissé s'accumuler pendant des années. Il y a de toute évidence un problème criant.

Il devrait apparaître clairement même aux ministres libéraux qu'il y a un lien entre les mises à pied dans l'industrie forestière, le manque de logements convenables et les taux ridiculement élevés que le gouvernement fait subir aux Canadiens. Il faut un programme original et il pourrait y en avoir un. Le gouvernement fédéral pourrait, en coopération avec les provinces et les municipalités, employer ses ressources à des projets de remembrement foncier, et réduire les bénéfices massifs des entreprises immobilières. On pourrait offrir des taux d'intérêt hypothécaire permettant aux Canadiens d'acheter une maison sans se condamner à une vie de pauvreté et d'incertitude. On pourrait donner de l'expansion aux secteurs des logements sociaux et aux coopératives de logement.

Le ministre a rappelé que le gouvernement de la Colombie-Britannique n'avait pas pris d'initiatives dans son budget pour aider le secteur de l'habitation et pour une fois, je suis d'accord avec lui. Tout comme d'autres habitants de la Colombie-Britannique, j'attends avec impatience le jour où ce gouvernement-là sera remplacé par un autre qui s'intéresse au logement et qui prendra les mesures nécessaires pour répondre aux besoins des citoyens dans ce domaine.

Toutefois, le gouvernement fédéral ne peut pas s'en laver les mains simplement parce que les gouvernements provinciaux ont failli à la tâche. Le gouvernement fédéral est responsable des taux d'intérêt et il peut prendre l'initiative de mettre sur pied un programme foncier rationnel et une politique rationnelle du logement. Bien que cela ne réglerait pas tous les problèmes de notre industrie du bois de charpente, ce serait un très bon moyen d'améliorer la situation actuelle. J'exhorte le gouvernement à dresser un programme qui commencerait à répondre en partie à ces besoins.

● (2230)

[Français]

M. Dennis Dawson (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le président, j'aimerais répondre plus en détail à la question posée le 9 avril par l'honorable député. Les taux élevés de l'intérêt hypothécaire ont sans nul doute restreint l'accès à la propriété, et défavorablement influencé le secteur de la construction résidentielle, malgré la hausse des taux d'intérêt; toutefois, il devient de plus en plus clair que les mises en chantier de logement augmente-